



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 avril 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Points 93 et 114 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettre datée du 12 avril 2021, adressée au Secrétaire général
et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République islamique d'Iran
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre en date du 12 avril 2021 du Ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, concernant un acte terroriste commis le 11 avril 2021 à l'usine d'enrichissement de combustible Shahid Mostafa Ahmadi Roshan, à Natanz (République islamique d'Iran) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 93 et 114 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**



**Annexe à la lettre datée du 12 avril 2021 adressée
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous informe par la présente que tôt dans la matinée du 11 avril 2021, un acte de sabotage dangereux et inconsidéré, visant le réseau de distribution électrique de l'usine d'enrichissement de combustible située à Natanz, a entraîné une panne d'électricité et a perturbé le fonctionnement de cette installation nucléaire sensible, qui est placée sous la surveillance étroite et les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Grâce au professionnalisme et au grand dévouement de la direction et du personnel de l'usine et de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran, des mesures de confinement ont été rapidement prises, empêchant la survenue de ce qui aurait pu être une catastrophe humaine et environnementale.

L'attaque délibérée d'une installation nucléaire très sensible et soumise aux garanties, compte tenu du risque très élevé de possibles fuites de matières radioactives qui y est associé, constitue un acte criminel et irresponsable de terrorisme nucléaire. Eu égard aux potentielles conséquences que ce crime international aurait pu avoir sans discrimination, tant sur le plan humain qu'environnemental, ceux qui ont planifié cet acte lâche, l'ont ordonné, y ont participé et l'ont accompli ont commis un grave crime de guerre, l'un de ceux qui ne sauraient rester impunis. Toute puissance qui aurait eu connaissance de cet acte ou y aurait consenti tacitement doit également répondre de complicité de crime de guerre.

En dépit du fait que, depuis l'automne 2020, plusieurs hauts responsables israéliens ont publiquement et ouvertement menacé de mener de telles opérations afin d'empêcher le rétablissement du Plan d'action global commun¹, et que de nombreux médias israéliens et occidentaux ont confirmé tacitement la complicité de criminels de guerre israéliens dans ce dernier acte terroriste (et s'en sont même flattés)², l'Iran s'abstient de tout jugement définitif en ce qui concerne les coupables, une enquête complète étant en cours pour déterminer les circonstances et les auteurs du sabotage. Il convient néanmoins de garder à l'esprit que depuis le début des pourparlers concernant le Plan d'action global commun, en 2013, le régime israélien n'a négligé aucune occasion de saboter le processus de négociation et, à la suite de la conclusion de cet accord et de son adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2231 (2015), il s'est efforcé par tous les moyens, de manière éhontée et publiquement, de faire échouer sa mise en œuvre et d'empêcher son rétablissement après l'élection qui a récemment eu lieu aux États-Unis.

Sachant que le régime israélien a un lourd passif en ce qui concerne les opérations de sabotage visant nos activités nucléaires pacifiques, comme, par exemple, le lâche assassinat de plusieurs scientifiques iraniens spécialistes du nucléaire et d'autres savants dans les dernières années (voir A/65/622-S/2010/634, A/66/656-S/2012/27 and S/2020/1148), et la cyberattaque des installations nucléaires iraniennes menée conjointement avec les États-Unis au moyen d'un ver informatique malveillant connu sous le nom de Stuxnet, la communauté internationale doit

¹ Voir <https://breakingdefense.com/2021/01/israelis-say-theyll-attack-iran-if-us-eases-sanctions/> et <https://www.middleeasteye.net/news/israel-biden-iran-sanctions-envoy-suggests>.

² Voir <https://www.jpost.com/middle-east/incident-reported-in-iranian-natanz-nuclear-facility-664792>, <https://www.timesofisrael.com/western-officials-say-mossad-behind-natanz-power-cut-iran-calls-it-terrorism>, <https://www.theguardian.com/world/2021/apr/11/israel-appears-confirm-cyberattack-iran-nuclear-facility>, <https://www.cnn.com/2021/04/11/iran-calls-natanz-atomic-site-blackout-nuclear-terrorism.html> et <https://www.rferl.org/a/iran-natanz-nuclear-sabotage/31198743.html>.

condamner vigoureusement cet acte de terrorisme nucléaire, qui compte parmi ceux qui menacent de déstabiliser davantage notre région déjà en proie à des tensions, et en faire répondre les coupables et leurs complices.

La République islamique d'Iran se réserve le droit, que lui confère le droit international, de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection et à la défense de ses citoyens, de ses intérêts et de ses installations contre tout acte terroriste ou perturbateur. Durant les 42 dernières années, les pressions, la guerre économique et le terrorisme – sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations – ont tous échoué à entamer notre détermination, à ébranler ou entraver notre marche vers le progrès scientifique et technique, ou encore à nous soumettre sous la contrainte aux caprices des forces arrogantes et de leurs comparses.

Ce tout dernier acte lâche de terrorisme nucléaire ne fera que renforcer notre détermination à aller de l'avant et à remplacer toutes les centrifugeuses endommagées par des machines encore plus perfectionnées et sophistiquées. Même les criminels les plus déments finiront par comprendre, bientôt, qu'ils ne doivent en aucun cas menacer les Iraniens.

Si les États-Unis veulent éviter les conséquences catastrophiques des coups de poker insensés de leurs comparses terroristes, il leur faut cesser immédiatement de considérer que des actions illégales, que ce soit le terrorisme économique pratiqué par Trump (et auquel l'actuelle administration américaine continue de recourir) ou récemment le terrorisme nucléaire, puissent être utilisées comme leviers de négociation, et abroger toutes les sanctions imposées, réimposées ou requalifiées depuis l'adoption du Plan d'action global commun. Après qu'il aura vérifié en temps voulu ce qui précède, l'Iran interviendra en mettant un terme à toutes les mesures correctives, qui vont à présent s'accroître considérablement par suite de ce récent sabotage terroriste.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

(Signé) M. Javad **Zarif**
